

projet du programme ordinaire et à le financer au moyen d'un fonds placé en fiducie et alimenté par des contributions volontaires).

Si elle était instaurée, la catégorie (iv) du programme spécial constituerait de plein droit une troisième option qui ne comporterait aucune possibilité de profits fortuits pour les membres qui retiennent leurs contributions, tout en donnant l'assurance que le coût du projet est équitablement réparti entre tous les Etats membres selon le barème normal des contributions.

Face à la possibilité de retenues pour question de principe, le conseil d'administration procéderait de la façon suivante:

- Il prendrait une décision au sujet du maintien du projet (ou de l'activité) et, partant, de son inclusion dans le programme ordinaire;
- si la décision était négative, le projet, et les ressources requises pour sa réalisation, seraient transférés de l'enveloppe principale à l'enveloppe spéciale;
- à titre d'activité de la catégorie (iv), le projet serait financé au moyen de contributions mises en recouvrement auprès des Etats membres qui n'ont pas exprimé une objection de principe à son endroit. Le niveau de financement du projet serait ajusté à la baisse de manière à ce qu'il ne constitue pas une surcharge financière pour les Etats membres qui le financent;
- Les Etats membres qui ont exprimé une objection de principe à l'égard du projet seraient toujours appelés à payer une somme équivalente à leur part dans le projet, mais ces sommes seraient retournées à l'enveloppe principale, à titre de contributions spéciales en vue de la réalisation des activités du programme mis en liste d'attente;
- au début de la phase préparatoire de chaque budget-programme d'activités biennal, les Etats membres seraient appelés à confirmer, soit leur intention de continuer à financer le projet, soit le maintien de leur objection à son endroit. Si toutes les objections de principe étaient suspendues, le projet et les fonds correspondants seraient retournés à l'enveloppe principale. Inversement, si le nombre des Etats membres disposés à financer le projet était